

Violence et confusion au Rwanda

Situation très confuse dans la capitale Kigali après la mort des présidents rwandais et burundais. Le Premier ministre du Rwanda assassiné hier, 17 prêtres et 11 soldats belges également tués.

KIGALI. — La France, après la double mort mercredi soir des présidents rwandais et burundais Juvénal Habyarimana et Cyprien Ntaryamira, tués lorsque leur avion s'est écrasé près de Kigali, redoute à présent une reprise de la guerre civile au Rwanda, qui a déjà connu trois ans de combats. Le gouvernement envisage de rapatrier les 600 résidents français dans ce pays.

Hier soir, le président Clinton a confirmé l'assassinat du Premier ministre rwandais, Mme Agathe Unlingiyimana, information qui n'avait pu être certifiée ni à Kigali ni au siège des Nations Unies. D'autre part, la tragédie a touché la Belgique avec l'annonce par l'ONU de la mort à Kigali de onze soldats belges de la MINUAR (Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda). Par ailleurs, dix-sept prêtres rwandais ont été massacrés, toujours dans la capitale.

Les autorités de la MINUAR tente de former un comité de la paix comprenant les parties, les forces armées et la gendarmerie, dans un effort visant à établir une

autorité susceptible de restaurer l'ordre à Kigali.

Un porte-parole de la MINUAR, Mactar Gueye, a accusé des éléments de la garde présidentielle d'avoir enlevé trois ministres rwandais, membres de partis d'opposition au président Juvénal Habyarimana, et trois observateurs militaires de l'ONU, sans armes, affectés à leur protection. On ignorait dans la soirée si les observateurs de la MINUAR tués jeudi étaient précisément ceux qui accompagnaient les ministres.

Attentat non confirmé

M. Gueye a refusé de confirmer la thèse de l'attentat contre les présidents, déplorant que la garde présidentielle ait interdit à la MINUAR d'accéder à la zone où s'est écrasé mercredi soir leur avion, abattu selon les autorités rwandaises par « des éléments non identifiés ».

Selon le ministère rwandais de la Défense, douze personnes au total ont péri dans l'avion qui ramenait de Tanzanie les présidents rwandais Juvénal Habyari-



Plus que jamais, on peut craindre un retour de la guerre civile au Rwanda. (Photo d'archives).

mana et burundais Cyprien Ntaryamira, tous deux hutus, l'ethnie majoritaire dans chacun des deux pays.

Deux ministres burundais (communication et planification), quatre proches du président rwandais, le chef d'état-major de l'armée rwandaise et trois membres d'équipage, de nationalité française, ont trouvé la mort dans le « Mystère-Falcon » qui s'est écrasé et a pris feu au moment

de son atterrissage à Kigali.

Le président Habyarimana avait formé en juillet un gouvernement comportant des personnalités de l'opposition. Le gouvernement et le parlement de transition « à base élargie », qui auraient dû être mis en place au début de cette année, devaient associer le Front patriotique rwandais (FPR), ancien mouvement de rébellion armée de la minorité tutsie. Ce processus re-

cueillait en général l'assentiment des ministres issus de l'opposition, alors les ministres du parti présidentiel se montraient plus réticents.

La capitale du Burundi Bujumbura est restée calme toute la journée, de même que les provinces burundaises, a indiqué le représentant spécial au Burundi du secrétaire général de l'ONU, Ahmedou Ould Abadallah.



Jean-Yves Merlet.

TEMOIGNAGE La chasse aux Tutsis, quartier par quartier

« Ce matin, c'était la chasse quartier par quartier, c'était l'enfer » nous a indiqué hier après-midi Jean-Yves Merlet, le permanent du Loiret que nous avons pu joindre par téléphone dans sa maison de Kigali. Alors certes, Jean-Yves Merlet, depuis l'attentat contre l'avion présidentiel, n'a pas quitté son domicile. Et les in-

formations recueillies auprès de voisins, d'amis ou de l'ambassade de France sont à prendre au conditionnel. « Plus rien n'existe, plus d'institutions, c'est le flou le plus total. » Il reste qu'il nous a parlé sur fond de rafales et d'explosions sourdes du « nettoyage » opéré par l'armée dans les familles tutsis. Un représentant de l'U-

nion européenne aurait reçu la visite d'un de ces commandos qui aurait fait sortir quatre membres du personnel tutsi et les aurait exécutés. En revanche, les expatriés n'ont pas été inquiétés. Des bandes de pillards succéderaient aux Hutus qui règlent des comptes. Toujours selon ces témoignages non confirmés à

l'ambassade de France, injoignable hier soir, quatre ministres d'opposition auraient été tués dont le Premier ministre Mme Agathe Ulingiyimana, ainsi que les ministres du Travail, Landocid Ndasigwa, et de l'Agriculture, Frédéric Nzamurambaho, et le président du Conseil constitutionnel.

COMMENTAIRE

L'espoir démocratique « accidenté »

ORLÉANS. — Depuis trois ans, le Rwanda vivait tant bien que mal en équilibriste entre guerre et paix. Mercredi soir, l'avion qui s'est écrasé en flammes sur la piste de l'aéroport de Kigali, a probablement fait basculer le pays dans un nouveau chaos. Depuis que le Burundi, voisin et frère jumeau avait lui-même plongé dans une nouvelle guerre civile le 21 octobre dernier, le Rwanda était en sursis. Dans le bureau de la Maison du Loiret qu'il venait d'inaugurer à Butare (sud du Rwanda), le président Juvénal Habyarimana, le 16 décembre dernier, avait voulu se montrer rassurant lorsque nous lui avions demandé pourquoi jusque-là l'assassinat de Melchior Ndadaye (le Premier ministre hutu du Burundi) n'avait pas eu de répercussion au Rwanda. « Il y a eu probablement des velléités mais nous sommes en guerre depuis trois ans et nous sommes vigilants jour et nuit. Il est probable que si nous n'avions pas été vigilants, ces velléités se seraient traduites en opérations concrètes mais... nous sommes là. » Pas assez vigilant sans doute, Juvénal Habyarimana a péri dans le même « accident » que le successeur de Melchior Ndadaye. Qui a commis ce qui est sans doute un attentat ? Le Front patriotique rwandais, sur le point de récolter les fruits de sa percée militaire de 990 ? Ou bien les éléments les plus radicaux de l'armée burundaise (Tutsis) auteurs de l'assassinat du premier président hutu de l'histoire ? Peu importe

après tout. C'est un espoir de paix qui a été descendu en flammes à Kigali.

Car c'est un fait, Juvénal Habyarimana, 57 ans, pour sa part n'était pas un modèle de vertu démocratique depuis 1973 qu'il avait pris et monopolisé le pouvoir avec ses amis du MNRD. Mais depuis 1991, et surtout après les accords d'Arusha (Tanzanie) en août dernier, ses adversaires du FPR puis la communauté internationale, la France en tête, l'avaient poussé à la cohabitation avec un gouvernement d'opposition et vers les élections. Il traînait des pieds, mais Habyarimana en l'état actuel du processus était un moindre mal.

La mort du président burundais représente, elle, le deuxième assassinat de la démocratie naissante. 700.000 Burundais s'étaient réfugiés au... Rwanda qui n'avait pas besoin de ça, après les événements d'octobre. Ces derniers jours, les affrontements continuaient entre militaires tutsis et milices hutues dans les quartiers même de Bujumbura la capitale. Cette fois, la poudrière des grands lacs est en train d'exploser des deux côtés de la frontière. Et aujourd'hui on ne voit pas d'autre issue à cet embrasement général dans la région qu'une intervention internationale. On la souhaite en tout cas autrement efficace que la présence des 2.500 Casques bleus belges et bengalis, réduits au rôle d'observateurs depuis mercredi.

Christian BIDAULT.